



PRATIQUES

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un levier de performance qui donne du sens

– LE CONTEXTE –	– LES RÉPONSES –	– LES ÉCUEILS –
Les démarches de développement durable constituent un outil efficace pour affronter la crise tant économique que sociale et environnementale.	Mieux gérer ses déchets, réaliser des économies d'énergie, choisir des produits respectueux de l'environnement, préserver la biodiversité, améliorer la qualité de l'air, ou s'engager dans un management durable...	Le principal obstacle concerne la résistance – de la direction comme des personnels – au changement des habitudes. Autres freins : les retombées financières, rarement sur le court terme, et le manque de temps.

La France accueillera du 30 novembre au 11 décembre 2015, la 21^e Conférence des parties de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21). Si le développement durable est dans l'air du temps, en quoi cette démarche, qui repose sur trois piliers – le progrès économique, la justice sociale et la préservation de l'environnement – pourrait-elle être un outil au service du secteur social et médicosocial ? Florence Martel, adjointe chargée des questions sanitaires et de développement durable à la Fédération hospitalière de France (FHF) est convaincue qu'il s'agit d'un puissant levier de performance dans le secteur de la santé et du social. « À partir du moment où l'on ancre les

initiatives de développement durable dans le projet d'établissement, cela permet de changer les pratiques tout en motivant les équipes. Je tiens à souligner le rôle essentiel de valorisation des compétences des personnels dans ces démarches et la place des initiatives de terrain que la direction doit accompagner. On n'a pas le nez sur un tableau Excel ! Cela donne du sens aux économies », précise-t-elle.

Fédérateur

Un avis que partage Émilie de Marco, consultante en qualité et gestion des risques : « Protéger son environnement, sa santé, celle des générations suivantes, c'est fédérateur. Construire un projet ensemble pour le bien collectif crée du lien entre les salariés qui, en plus, en tirent une fierté et la direction, une reconnaissance. Le fait de s'engager dans un management durable, c'est aussi un bon moyen pour la direction de lutter contre l'absentéisme et le turn-over. Par ailleurs, agir sur les produits de nettoyage, la gestion des déchets ou encore les matériaux de construction a une incidence directe sur la santé et la sécurité des personnels ».

Autre spécialiste convaincue des bienfaits de l'écocitoyenneté : Sylvie Joviado, directrice du Comité pour le développement durable en santé (C2DS) dont la mission consiste à sensibiliser les acteurs de la santé aux avantages des bonnes pratiques du développement durable.

Comment intégrer une politique de développement durable ?

C'est la question posée lors des Salons Santé Autonomie, organisés, du 19 au 21 mai, à Paris. Réduire ses déchets et créer des filières de recyclage, améliorer la performance énergétique de ses bâtiments, économiser l'eau, mettre en place une politique de responsabilité sociale... Autant de démarches essentielles pour les établissements, selon la Fédération hospitalière de France (FHF), à l'initiative de cette manifestation. Témoignage de cette prise de conscience : 47 % des établissements préfèrent systématiquement l'utilisation des produits sans risque pour l'environnement et les usagers (contre 42 % en 2014) et 42 % d'entre eux choisissent des produits de substitution (ils n'étaient que 35 % l'année dernière). Enfin, à noter qu'un établissement sur trois (35 % exactement) se déclare être une installation classée au titre de la protection de l'environnement (ICPE).

En savoir plus : www.salons-sante-autonomie.com



Emilie de Marco, consultante en qualité et gestion des risques

« Les personnels sont, avec les patients, les premiers exposés aux pollutions et substances nocives »

« Le volet social du développement durable représente un outil intéressant puisqu'il implique d'améliorer les conditions de travail et d'assurer une meilleure maîtrise des risques de santé professionnels. Les personnels sont en effet, avec les patients, les premiers exposés aux pollutions et substances nocives présentes dans les établissements. Le pilier économique est également un levier de performance même s'il ne s'agit pas d'un gain mais d'un coût évité, ce qui est plus difficile à évaluer. C'est notamment le cas des économies d'énergie, un poste de dépense incontournable et lourd. Mais, au-delà, le développement durable est surtout, de par sa portée écologique, un puissant facteur de mobilisation des salariés autour de projets qui ont du sens ».



Isabelle Boudard, responsable RSE au Comité 21, Comité français pour l'environnement et le développement durable

« On retrouve l'idée d'être utile à la société »

« L'expérience montre que les démarches de développement durable sont sources d'éléments positifs. Les initiatives, très concrètes, permettent de fédérer les équipes et d'apporter un souffle. D'autant plus chez les acteurs du social et du médicosocial qui sont particulièrement réceptifs, car le lien entre ce secteur et les enjeux du développement durable est évident. Il existe ainsi une réelle cohérence : l'approche est la même et les valeurs sont communes. On retrouve, dans les deux, l'idée d'être utile à la société. De même, concernant les thématiques. Nombreuses sont celles qu'ils ont en partage, comme la solidarité, la prise en compte des générations passées et futures, les enjeux sociaux du vieillissement des populations, ou encore les maladies chroniques environnementales liées à la qualité de l'air. Le terrain est ainsi fertile ».

5

« C'est définitivement une belle opportunité. Non seulement ces actions permettent aux établissements de réaliser des économies, principalement d'énergie, mais aussi d'améliorer la qualité de vie au travail des salariés », s'enthousiasme-t-elle. Pour Nicolas Touchon, directeur adjoint de La Châtaigneraie, un centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelle (CRRF) situé à Paris, « il faut considérer le développement durable comme quelque chose d'innovant et de vertueux et non contraignant ou coûteux sur le court terme. Grâce à cette approche, on peut aborder les changements avec un œil neuf ». Lui-même s'est engagé dans des actions écologiquement et socialement responsables. « Nous avons un devoir d'exemplarité quand on travaille dans le secteur de la santé. Les patients que nous accueillons résident plusieurs semaines, voire plusieurs mois dans notre établissement. Notre vocation, c'est de les soigner, pas de les intoxiquer avec des produits polluants ».

Parcours d'obstacles

De fait, de plus en plus d'acteurs du secteur social et médicosocial s'engagent dans une

Les trois mesures prioritaires menées par les établissements visent :

81 %

à réduire l'impact environnemental de leur activité ;

73 %

à privilégier les achats durables ;

71 %

à assurer le bien-être ainsi que la qualité de vie au travail des salariés.

Source : baromètre du développement durable.

telle démarche, en dépit d'un parcours parfois semé d'obstacles, dont Émilie de Marco dresse la liste : « la première difficulté, c'est la résistance au changement. On a tendance à se focaliser sur ce que l'on perd et pas ce que l'on gagne ». D'où l'importance d'expliquer les enjeux et d'assurer une bonne communication pour que les gens y adhèrent. Autre frein : les contraintes financières. Souvent, on ne considère que le bénéfice immédiat. Or, les initiatives de développement durable sont souvent rentables sur le moyen et le long terme. Enfin, le manque de temps : « on est dans une telle urgence quotidienne que l'on a du mal à se poser pour établir un diagnostic et faire de l'introspection, c'est-à-dire se poser les bonnes questions. Ce qui est un préalable à tout changement ». Autant d'obstacles qui ne demandent qu'à être levés, à écouter Philippe Mortel, directeur général adjoint de la fondation OVE qui gère un dispositif d'une soixantaine d'établissements et services sociaux et médicosociaux pour personnes en situation de handicap ou en grande difficulté. « Dans dix ans, les actions de développement durable vont devenir un phénomène de



En temps de crise,
le secteur social
a aussi un rôle
citoyen à jouer.

société étant donné l'urgence à agir contre le changement climatique », prédit-il. Certains n'ont pas attendu cette échéance, comme l'Ehpad Sentiers d'automne à Bains-Bains (Vosges). En novembre 2013, cet établissement, qui avait déjà mis en place un compostage collectif (1,8 tonne de déchets en moins sur six mois) a constitué un comité de pilotage afin de lutter contre le gaspillage alimentaire. L'équipe était composée des 54 résidents, avec des membres de leur famille, et de la quarantaine de professionnels toutes catégories confondues, afin d'impliquer l'ensemble des acteurs. Un mois plus tard, une campagne de sensibilisation était lancée. Au menu : la pesée des déchets des petits-déjeuners, déjeuners, collations et dîners ; la tenue d'ateliers du goût ; ou encore, des échanges avec l'équipe en cuisine concernant les aspects qualitatifs, les besoins nutritifs ainsi que les goûts des résidents. Le comité de pilotage a aussi proposé des pistes d'amélioration comprenant, notamment, l'introduction de circuits courts afin d'offrir des produits frais. Résultats : entre la pesée de janvier et celle de juin (2014), les quantités jetées ont diminué, passant de 11,2 kg à 8,6 kg. Le taux de gaspillage global est passé de 26,8 % à 20,9 % et celui des convives de 16,1 % à 9,4 %. Le budget alimentaire a diminué de 7 000 euros sur une année. Enfin, le tri sélectif, avec compostage des épluchures et des fruits et légumes non servis, a permis de diminuer de 1 500 euros la taxe d'ordures ménagères.

Exemplaires

Au domaine du Chêne à Guignes (Seine-et-Marne), établissement médicosocial comprenant un foyer d'accueil médicalisé de 37 places et un centre d'accueil de jour de 25 places, la commission interne développement durable « Éco-Chêne » composée de salariés, résidents et usagers, met en œuvre, depuis 2013, plusieurs mini-actions dans un objectif de sensibilisation à la protection de l'environnement. Une zone humide a ainsi été réhabilitée, en partenariat avec la mairie. Les tontes et les tailles sont désormais utilisées pour le paillage, assurant une protection naturelle des massifs contre les herbes indésirables, et pour le compost, limitant l'arrosage. Un hôtel à insectes, réalisé en interne à partir de matériel recyclé, a été installé afin de maintenir l'écosystème. Par ailleurs, les déchets d'ampoules, de piles et de cartouches d'encre sont aujourd'hui centralisés pour être évacués vers des entreprises de recyclage. Enfin, le domaine du Chêne a commencé à tester l'éclairage led. Des démarches exemplaires qui ne demandent qu'à être reproduites. Ne serait-ce que parce que, en temps de crise, le secteur social a aussi un rôle citoyen à jouer. En effet, selon un récent sondage (1) 23,7 % des Français se disent désengagés des problématiques écologiques, alors qu'ils n'étaient que 15 % l'année précédente. Il s'agit majoritairement des hommes (64 %), des chômeurs et des personnes de populations modestes. ♦ **Aude Raux**

(1) Enquête Odoxa réalisée les 2 et 3 avril 2015.

Un élément de gestion courante pour 96 % des établissements

Mis en place par les fédérations hospitalières (FHF, Fehap, FHP et Unicancer), le baromètre du développement durable (1) est une étude annuelle menée auprès de 7500 établissements sanitaires, établissements sociaux et/ou médicosociaux en France. Objectif : mesurer la prise en compte du développement durable et recenser les actions écologiquement et socialement responsables. Selon les résultats du dernier baromètre, publié en mai, le développement durable fait partie des sujets de la gestion courante pour 96 % des établissements interrogés. Cet engagement procède d'abord d'une démarche volontaire (39 %). Et les usagers en sont les principaux bénéficiaires (71 %). Dans la majorité (53 %), les projets sont portés par des profils de poste très variés : responsable qualité, responsable QSE, acheteur, chargé de mission, etc. À noter la progression des établissements vers plus de sécurité quant à l'utilisation

de produits toxiques ou à risques environnementaux : des produits de substitution ont été choisis pour 42 % des établissements en 2015 contre seulement 35 % en 2014. Pour contrôler ces progrès, de plus en plus d'établissements mettent en place des indicateurs : 58 % suivent ainsi leurs actions de développement durable. Concernant l'aspect financier, les initiatives reposent en général (48 %) sur des changements d'habitudes qui n'appellent pas de budget particulier. À noter qu'un établissement sur trois a perçu des aides ou des subventions, le plus souvent dans l'optique de la réduction énergétique. Enfin, 88 % des établissements communiquent sur leur démarche essentiellement vers le personnel (sensibilisation aux écogestes), mais aussi les patients et résidents.

(1) http://www.santedurable.fr/content/uploads/2015/05/Barom%C3%A8tre_Sant%C3%A9_Durable_2015-web.pdf